



7 octobre 2003

Budget 2004 : la Recherche Publique réduite au court terme

Contrairement à la satisfaction affichée une fois de plus par le ministère, annonçant une augmentation de 3,9% des moyens de la Recherche, **le Sgen-CFDT émet un avis critique sur le projet de budget 2004 de la Recherche** qui, au-delà des habituels artifices de présentation, consacre en réalité une stagnation, voire une régression de l'effort public de recherche, un dirigisme renforcé du ministère dans le choix des opérations à soutenir et la primauté accordée au court terme aux dépens du long terme. De plus, ce projet accentuera la précarisation de l'emploi public.

Un handicap lourd pour l'avenir.

Le choix du Gouvernement d'associer innovation et développement des entreprises n'est pas critiquable en soi. Il n'en demeure pas moins que, pour le Sgen-CFDT, les besoins exprimés par la société ne sont pas uniquement économiques, mais aussi culturels et sociaux. Le budget présenté sacrifie la recherche non orientée à long terme, conduisant les chercheurs du public à abandonner les recherches dont les résultats n'apparaissent pas immédiatement valorisables au profit de celles perçues comme permettant un développement des entreprises sur le seul très court terme. Le Sgen-CFDT désapprouve un tel choix qui handicape lourdement l'avenir.

Un budget en stagnation, voire en régression.

Ramenés au périmètre du BCRD 2003 et hors fonds incitatifs gérés par le ministère, les moyens affectés à la Recherche en 2004 sont en stagnation, voire, si l'on tient compte de l'inflation, en régression. Les moyens accordés aux organismes de recherche baissent en réalité d'environ 1 %, alors que certains d'entre eux, et en particulier le CNRS, n'ont pas encore reçu de Bercy la totalité de leurs subventions 2002.

Une précarisation accrue de l'emploi public pour les jeunes.

En ce qui concerne l'emploi, le projet de budget est particulièrement désastreux. Aux 150 suppressions d'emplois de chercheurs enregistrées en 2003, il faut ajouter la **suppression en 2004 de 550 emplois, 195 chercheurs et 355 ingénieurs et techniciens, sur les 1600 libérés par départ à la retraite dans l'ensemble des EPST. Le remplacement annoncé de ces emplois de titulaires par des personnels recrutés sur CDD de 3 à 5 ans** n'est qu'un palliatif que le Sgen-CFDT dénonce, tout comme le recrutement de 200 nouveaux postdoctorants. En 2004, ce sont en effet plus de 10 % des chercheurs qui n'auront pas de situation stable et un nombre toujours plus grand d'ingénieurs et de techniciens qui se verront proposer des emplois précaires. **Pour le Sgen-CFDT, cette situation est inacceptable, l'emploi de personnels de recherche ne peut être lié à la durée des programmes de recherche sur lesquels ils sont recrutés. Pour assurer ses missions, la Recherche publique a en effet besoin de personnels permanents formés pour le long terme.**

Très attaché à l'idée d'un service public de recherche fort, le Sgen-CFDT partage le malaise de la communauté scientifique et reste très inquiet devant ce projet de budget 2004.